

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES HUMAINES : PRESTATIONS SOCIALES

Sommaire

| | |
|---|--------------------|
| EXPOSÉ DES MOTIFS..... | 3 |
| PROJET DE DÉLIBÉRATION..... | 5 |
| ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION..... | 7 |
| Annexe 1 - Prestations sociales au 1er Janvier 2024..... | 8 |
| Annexe 2 - Prestations soumises à conditions de ressources - Participations Régionales..... | 18 |

EXPOSÉ DES MOTIFS

La plupart des prestations sociales versées aux agents existent depuis 2009 (délibération du CR n° 131-09) et n'ont pas été revalorisées depuis cette date. Après un travail approfondi d'analyse des prestations réellement demandées par les agents, et au regard des modifications de seuils induites par les différentes mesures gouvernementales de ces 15 dernières années, il a semblé indispensable de procéder à certains ajustements. Ces ajustements visent à supprimer les dispositifs qui ne sont pas utilisés, tout en revalorisant ceux qui permettront aux agents de mieux faire face à l'inflation. Les prestations sociales sont également un élément d'attractivité, dans un contexte où les candidats aux postes vacants se font plus rares.

Ces augmentations seront effectives au 1 janvier 2024.

Il est proposé d'apporter 4 types de modification par rapport aux prestations instaurées en 2009 à savoir :

- Augmenter certaines prestations :
 - o Maintenir le montant de la prestation Noël des agents à 100€, au lieu de 30€ ;
 - o Augmenter la prestation de rentrée scolaire collège de 60€ à 80€ et celle rentrée scolaire lycée de 100€ à 120€ pour tenir compte de l'inflation ;
 - o Augmenter de 10% la participation régionale pour les tranches de quotient familial régional (QFR) de 1 à 9. La participation de la Région qui se situe entre 30% (QFR 9) et 70% (QFR1). passerait à 40% (QFR 9) et jusqu'à 80% (QFR 1). Cette augmentation permet de palier la non-revalorisation des tranches de QFR.
 - o Accorder aux agents des tranches 1 à 5 de QFR les prestations suivantes, jusqu'à présent réservées aux agents des tranches 1 à 4 :
 - Gardes d'enfants avant et après l'accueil périscolaire ;
 - Accueil périscolaire ;
 - Aide à l'installation.
- Faire bénéficier les apprentis de toutes les prestations. Actuellement ils ne perçoivent que les prestations « complémentaire santé et prévoyance ».
- Modifier la base de calcul de certaines prestations :
 - o Il est préconisé de forfaitiser la prestation rente éducation à 350€/mois pour les nouveaux dossiers, pour plus d'équité pour les enfants dont le parent travaillant à la Région est décédé. Actuellement, cette prestation, qui tient compte du traitement annuel brut de l'agent décédé, est insuffisante pour les agents des lycées. La rente passera donc, pour eux, de 158€ à 350€. Les bénéficiaires actuels qui perçoivent des montants supérieurs à 350€/mois le seront jusqu'à l'extinction de leurs droits.
 - o Il est proposé d'allouer de manière forfaitaire la prestation déménagement à tous les agents une fois dans leur carrière à la Région, sans demander aux agents de justifier les raisons de ce déménagement. Les agents logés des lycées des tranches 1 à 5 pourraient la percevoir à chaque déménagement lié à un changement d'affectation.
- De supprimer deux prestations : la prestation concernant la restauration administrative des lycées, qui n'existe plus, et la prestation « vacances enfants en centre familial ou en gîte » mobilisée par seulement 3 agents.

L'ensemble de ces modifications doit permettre à la Région d'offrir un dispositif de prestations sociales simplifié, plus lisible et plus pertinent pour répondre aux besoins des agents

régionaux.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 21 SEPTEMBRE 2023

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES HUMAINES : PRESTATIONS SOCIALES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le Code Général de la Fonction Publique et notamment les articles L 731-1 à L 732-3 ;

VU La délibération n° CR n°131-09 en date du 27 novembre 2009 relative à la politique d'action sociale de la Région ;

VU La délibération n° CR 99-13 du 22 novembre 2013 portant des actions en faveur des agents de la Région en situation de handicap ;

VU La délibération n° CP 16-211 du 16 juin 2016 relative à l'octroi des prêts sociaux aux agents de la Région ;

VU La délibération n°CP 2017--345 du 5 juillet 2017 portant mesures d'ordre social en faveur des agents de la Région ;

VU La délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU L'avis du Comité Social Territorial en date du 14 septembre 2023 ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-357 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide l'octroi de prestations sociales en faveur des agents de la Région dont les conditions d'obtention et les montants de participation régionale figurent en annexe 1 et 2 à la présente délibération.

Ces dispositions seront effectives au 1 janvier 2024.

Article 2 :

Impute les dépenses relatives aux prestations sociales sur le chapitre budgétaire 930 « services généraux », code fonctionnel 021 – « personnel non ventilé », programme HP 021-010 – « frais de personnel » action 10201002 « Œuvres sociales », et sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 – « lycées publics », programme HP 222-009 – « Dépenses associées aux agents des lycées » action 12200903 « Œuvres sociales ».

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Prestations sociales au 1er Janvier 2024

ANNEXE 1

PRESTATIONS SOCIALES AU 1ER JANVIER 2024 - CP DU 21 SEPTEMBRE 2023

| | AYANTS DROIT | DESIGNATION DE LA PRESTATION | BENEFICIAIRES | CONDITIONS D'ATTRIBUTION | MODE D'INTERVENTION | MONTANT | JUSTIFICATIF A FOURNIR POUR REGLEMENT |
|------------|---|------------------------------|--|---|--|--|--|
| EVENEMENTS | Agents titulaires, stagiaires, apprentis, détachés auprès du CR, contractuels de plus de 6 mois, non titulaires non permanents cumulant 6 mois de contrats. | <i>Mariage/PACS</i> | Agent | A l'occasion du mariage ou du pacs de l'agent. Un seul versement pour les couples d'agents régionaux. | Chèque cadeau. | 250 € | Acte de mariage ou PACS. |
| | | <i>Naissance/ adoption</i> | Agent | Naissance ou adoption. Enfant né viable à charge du bénéficiaire. | 1 chèque cadeau par enfant né ou adopté. | 300 € | Déclaration enfant auprès de son gestionnaire carrière-paie. |
| | | <i>Retraite</i> | Agent | Agent ayant au moins 5 ans d'ancienneté dans la FP. | Somme forfaitaire; | 170€ + 10€ par année supplémentaire au delà de 5 ans | Prestation versée automatiquement. |
| | | <i>Médaille</i> | Agent | Agent avec ancienneté de 20 ans fonction publique territoriale. | Chèque cadeau. | 170 € | Prestation versée automatiquement. |
| | | | | Agent avec ancienneté de 30 ans fonction publique territoriale. | Chèque cadeau. | 185 € | |
| | | | | Agent avec ancienneté de 35 ans fonction publique territoriale. | Chèque cadeau. | 245 € | |
| | | <i>Noël enfants</i> | Parents d'enfants âgés de 0 à moins de 18 ans. | Agents recrutés au plus tard le 31 octobre de l'année N. | Chèque cadeau. | 30 € | Prestation versée automatiquement. |
| | | <i>Noël agents</i> | Agent | Agents recrutés au plus tard le 31 octobre de l'année N. | Chèque cadeau. | 100 € | Prestation versée automatiquement. |
| | | <i>Chèque étrennes</i> | Agents des lycées | Agents recrutés au plus tard le 31 octobre de l'année N. | Chèque cadeau. | 30 € | Prestation versée automatiquement. |

| | AYANTS DROIT | DESIGNATION DE LA PRESTATION | BENEFICIAIRES | CONDITIONS D'ATTRIBUTION | MODE D'INTERVENTION | MONTANT | JUSTIFICATIF A FOURNIR POUR REGLEMENT |
|-----------|---|--|--|---|------------------------------------|---|---|
| SCOLARITE | Agents titulaires, stagiaires, apprentis, détachés auprès du CR, contractuels de plus de 6 mois, non titulaires non permanents cumulant 6 mois de contrats. | <i>Rentrée scolaire primaire</i> | Parents d'enfants scolarisés du CP au CM2. | Aucune | Chèque cadeau. | 30 € | Prestation versée automatiquement. |
| | | <i>Rentrée scolaire collège</i> | Parents d'enfants scolarisés de la 6ème à la 3ème. | Aucune jusqu'à 16 ans. La scolarisation doit être justifiée au-delà. | Chèque cadeau. | 80 € | Prestation versée automatiquement si l'agent perçoit le SFT. Autres cas : faire une demande et produire un certificat de scolarité. |
| | | <i>Rentrée scolaire lycée</i> | Parents d'enfants scolarisés de la 2de à la Terminale ou en filière professionnelle. | La scolarisation doit être justifiée. | Chèque cadeau. | 120 € | Prestation versée automatiquement <u>pour les jeunes de moins de 18 ans</u> si l'agent perçoit le SFT. Autres cas : faire une demande et produire un certificat de scolarité. |
| | | <i>Etudes supérieures</i> | Parents d'enfants âgés de 18 ans (ou entrant études supérieures) à 26 ans dans l'année civile. | Poursuite d'études supérieures. La scolarisation doit être justifiée. | Aide modulable en fonction du QFR. | Tranche 1 à 3 : 150 € Tranche 4 à 6 : 125 € Tranche 7 à 9 : 100 € | Certificat de scolarité. |
| ENFANTS | Agents titulaires, stagiaires, apprentis, détachés auprès du CR, contractuels de plus de 6 mois, non titulaires non permanents cumulant 6 mois de contrats. | <i>Accueil périscolaire (pré et post-scolaire)</i> | Parents d'enfants âgés de 2 ans à moins de 12 ans | <ul style="list-style-type: none"> > Enfant à charge du bénéficiaire et scolarisé. > Activité professionnelle des 2 parents (ou autre parent en situation de : hospitalisation, congé maternité, congé maladie, poursuite d'études, poursuite de formation ou à la recherche d'un emploi). > Ne pas dépasser la tranche 5 de QFR. > Structure d'accueil collectif (garderie, accueil de loisirs, études surveillées). > Dans le cas d'un couple d'agents régionaux, seul un des 2 conjoints ouvre droit à l'aide. | Aide modulable en fonction du QF. | 65 à 80% de l'ensemble des prestations concernées sur la facture. | Facture acquittée ou avec preuve du règlement ou fiche de paie. Attestation (annuelle ou ponctuelle) des horaires de l'agent par son chef de service pour justifier le recours à l'accueil péri-scolaire. Attestation similaire de l'employeur du conjoint. |

| | AYANTS DROIT | DESIGNATION DE LA PRESTATION | BENEFICIAIRES | CONDITIONS D'ATTRIBUTION | MODE D'INTERVENTION | MONTANT | JUSTIFICATIF A FOURNIR POUR REGLEMENT |
|------------|---|---|--|--|------------------------------------|---|---|
| ENFANTS | Agents titulaires, stagiaires, apprentis, détachés auprès du CR, contractuels de plus de 6 mois, non titulaires non permanents cumulant 6 mois de contrats. | <i>Complément de garde avant et après le périscolaire</i> | Parents d'enfants âgés de 2 ans à moins de 12 ans | <ul style="list-style-type: none"> > Enfant à charge du bénéficiaire. > Activité professionnelle des 2 parents dont les horaires nécessitent ce type d'accueil (ou autre parent en situation de : hospitalisation, congé maternité, congé maladie). > Ne pas dépasser la tranche 5 de QFR. > Dans le cas d'un couple d'agents régionaux, seul un des 2 conjoints ouvre droit à l'aide. | Aide modulable en fonction du QFR. | 60 à 80% facture. | Facture acquittée ou avec preuve du règlement ou fiche de paie. Attestation (annuelle ou ponctuelle) des horaires de l'agent par son chef de service pour justifier le recours à cette prestation. Attestation similaire de l'employeur du conjoint. |
| SOLIDARITE | Agents titulaires, stagiaires, apprentis, détachés auprès du CR, contractuels de plus de 6 mois, non titulaires non permanents cumulant 6 mois de contrats. | <i>Allocation enfant handicapé</i> | Parents d'enfants âgés de moins de 20 ans, reconnus handicapés par la MDPH. | <ul style="list-style-type: none"> > Enfant à charge du bénéficiaire. > Taux d'incapacité de 50% minimum et enfant bénéficiant de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) versée par la CAF. > Non cumulable avec l'allocation adulte handicapé, l'allocation différentielle, et la prestation de compensation. | Aide forfaitaire. | Montant mensuel révisé annuellement par l'Etat. | Décision MDPH en cours de validité. Attestation CAF de l'AEEH. Si internat spécialisé: seules les journées au sein du foyer familial sont prises en charges sur la base de la facturation de l'internat. Avis d'imposition ou non imposition de l'agent. Attestation de non-paiement de cette allocation par l'employeur du conjoint si celui-ci travaille dans la fonction publique. |
| | | <i>Allocation jeune adulte handicapé</i> | Parents d'enfants âgés de 20 à moins de 27 ans atteints d'une maladie chronique ou d'une infirmité qui poursuivent des études ou un apprentissage. | <ul style="list-style-type: none"> > Enfant à charge du bénéficiaire. > Non cumulable avec l'allocation adulte handicapé, l'allocation différentielle et la prestation de compensation. | Aide forfaitaire. | Montant mensuel révisé annuellement par l'Etat. | Décision MDPH en cours de validité indiquant le refus de versement de l'allocation adulte handicapé par la CAF. Certificat de scolarité ou contrat d'apprentissage. Avis d'imposition ou non imposition de l'agent. Dernière attestation de paiement des allocations familiales CAF. |

| | AYANTS DROIT | DESIGNATION DE LA PRESTATION | BENEFICIAIRES | CONDITIONS D'ATTRIBUTION | MODE D'INTERVENTION | MONTANT | JUSTIFICATIF A FOURNIR POUR REGLEMENT |
|------------|---|--|---|---|--|--|--|
| SOLIDARITE | Agents titulaires, stagiaires, apprentis, détachés auprès du CR, contractuels de plus de 6 mois, non titulaires non permanents cumulant 6 mois de contrats. | <i>Invalidité absolue et définitive IAD</i> | Agent | Invalidité physique ou mentale rendant l'agent de moins de 60 ans absolument incapable d'exercer une profession quelconque et besoin d'une tierce personne pour effectuer les actes de la vie quotidienne (3e groupe de la sécurité sociale). | Capital égal à 100% du capital décès défini conformément aux dispositions statutaires (dernier traitement annuel d'activité + certaines indemnités). | Selon traitement de l'agent. | Preuve de l'invalidité absolue et définitive. |
| | | <i>Décès ou IAD d'un agent suite à un accident</i> | > Ayant-droits selon disposition légales si décès . > Agent si IAD par accident. | Accident ayant entraîné une atteinte corporelle ou le décès de l'agent, causé non intentionnellement et provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure. La charge de la preuve de l'invalidité absolue et définitive ou du décès par accident incombe au(x) bénéficiaire(s) du capital. | Capital supplémentaire égal à 100% du capital décès. | Selon traitement de l'agent. | Preuve de l'invalidité absolue et définitive ou du décès par accident. Document attestant de la qualité d'ayant droit. |
| | | <i>Décès ou IAD d'un agent suite à un accident de la circulation</i> | > Ayant-droits si décès par accident de la circulation. > Agent si IAD par accident de la circulation. | Accident ayant entraîné une atteinte corporelle ou le décès de l'agent, causé non intentionnellement et provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure. La charge de la preuve de l'invalidité absolue et définitive ou du décès par accident incombe au(x) bénéficiaire(s) du capital. | Capital supplémentaire égal à 200% du capital décès. | Selon traitement de l'agent. | Preuve de l'invalidité absolue et définitive ou du décès par accident. Document attestant de la qualité d'ayant droit. |
| | | <i>Décès du conjoint survivant</i> | Enfants mineurs à charge. | Décès simultané ou postérieur du conjoint survivant non remarié avant son 60e anniversaire. | Capital égal à 100% du capital décès versé pour l'agent décédé. | Selon traitement de l'agent. | Acte de décès du conjoint de l'agent décédé. Livret de famille du conjoint non remarié ou certificat de PACS. |
| | | <i>Rente éducation</i> | Enfants de moins de 21 ans ou moins de 26 ans si poursuite d'études supérieures. | Décès ou invalidité absolue et définitive de l'agent. Enfant(s) à charge de l'agent, au sens fiscal, ou pour le(s)quel(s) il verse une pension alimentaire fixée par jugement. | Rente annuelle. | Forfait de 350€/mois. Les bénéficiaires actuels percevront leurs montants supérieurs à 350€/mois jusqu'à l'extinction de leurs droits. | Acte décès. Livret de famille. Certificat de scolarité à partir de 16 ans. Attestation pôle emploi pour les moins de 21 ans au chômage. |

| | AYANTS DROIT | DESIGNATION DE LA PRESTATION | BENEFICIAIRES | CONDITIONS D'ATTRIBUTION | MODE D'INTERVENTION | MONTANT | JUSTIFICATIF A FOURNIR POUR REGLEMENT |
|-----------------------|---|---|---|--|---|---|--|
| CHEQUE EMPLOI SERVICE | Agents titulaires, stagiaires, apprentis, détachés auprès du CR, contractuels de plus de 6 mois, non titulaires non permanents cumulant 6 mois de contrats. | CESU | Agent | Pour régler des services à la personne définies à l'article D7231-1 du code du travail : 26 activités, exercées à domicile, qui facilitent la vie quotidienne des familles et l'accompagnement des enfants en bas âge, des personnes fragiles, âgées ou handicapées. | Prise en charge de la valeur faciale modulable en fonction du QFR. 5 à 100 tickets par an d'une valeur faciale de 13 euros | 40 à 80% de bonification régionale selon le QFR. | Aucun |
| | | | Agent BOE* | | | Participation complémentaire par chèque de: tranche 1: 2,73€; tranche 2: 2,74€; tranche 3: 2,34€; tranche 4: 2,15€; tranche 5: 1,95€; tranche 6: 1,76€; tranche 7: 1,56€; tranche 8: 1,37€; tranche 9: 1,17€. | Aucun |
| LOISIRS, VACANCES | Agents titulaires, stagiaires, apprentis, détachés auprès du CR, contractuels de plus de 6 mois, non titulaires non permanents cumulant 6 mois de contrats. | Séjours en centre de vacances spécialisé pour jeunes handicapés | Parents d'enfants handicapés quel que soit l'âge de l'enfant. | > Enfant à charge du bénéficiaire pendant la période considérée. > Taux d'incapacité de 50% minimum et enfant bénéficiant de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) versée par la CAF. > Participation limitée à 45 jours dans l'année. | Aide modulable en fonction du QFR. | 40 à 80% de la facture y compris les frais de l'encadrement spécifique de l'enfant handicapé. | Facture acquittée ou avec preuve du règlement. |
| | | Centre de loisirs | Parents d'enfants âgés de 3 ans à moins de 18 ans. | > Structure d'accueil agréée par la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports. > Dans le cas d'un couple d'agents régionaux, seul un des conjoints ouvre droit à l'aide. | Aide modulable en fonction du QF | 40 à 80% facture. | Facture acquittée ou avec preuve du règlement. |

| | AYANTS DROIT | DESIGNATION DE LA PRESTATION | BENEFICIAIRES | CONDITIONS D'ATTRIBUTION | MODE D'INTERVENTION | MONTANT | JUSTIFICATIF A FOURNIR POUR REGLEMENT |
|-------------------|---|---|--|---|--|-------------------|--|
| LOISIRS, VACANCES | Agents titulaires, stagiaires, apprentis, détachés auprès du CR, contractuels de plus de 6 mois, non titulaires non permanents cumulant 6 mois de contrats. | <i>Séjours de vacances enfants catalogue Région</i> | Parents d'enfants âgés de 5 ans à moins de 18 ans (pendant le séjour). | <ul style="list-style-type: none"> > Enfant à charge du bénéficiaire pendant la période de congés considérée. > Participation limitée à 45 jours/an tous séjours hors scolaires. > Dans le cas d'un couple d'agents régionaux, seul un des conjoints ouvre droit à l'aide. | Séjour proposé par la région avec participation modulable en fonction du QFR, après déduction des aides de même nature (bons CAF...) | 40 à 80% facture. | Facture acquittée ou avec preuve du règlement. |
| | | <i>Séjours de vacances enfants hors catalogue</i> | Parents d'enfants âgés de 5 ans à moins de 18 ans (pendant le séjour) | <ul style="list-style-type: none"> > Séjour agréé par la DDJS. > Enfant à charge du bénéficiaire pendant la période de congés considérée. > Participation limitée à 45 jours /an tous séjours, hors scolaires. > Montant de facture plafonné à 2500 € pour 3 à 4 sem, 1500 € pour 1 à 2 semaines. > Dans le cas d'un couple d'agents régionaux, seul un des conjoints ouvre droit à l'aide. | Aide de modulable en fonction du QF, après déduction des aides de même nature (bons CAF....). | 40 à 80% facture. | Facture acquittée ou avec preuve du règlement. |
| | | <i>Séjours linguistiques</i> | Parents d'enfants âgés de 5 ans à moins de 18 ans (pendant le séjour). | <ul style="list-style-type: none"> > Séjour agréé organisme Union européenne. > Participation limitée à 45 jours/an tous séjours, hors scolaires. > Montant de facture plafonné à 2500 € pour 3 à 4 sem, 1500 € pour 1 à 2 sem. > Dans le cas d'un couple d'agents régionaux, seul un des conjoints ouvre droit à l'aide. | Aide modulable en fonction du QF, après déduction des aides de même nature (bons CAF...). | 40 à 80% facture. | Facture acquittée ou avec preuve du règlement. |

| | AYANTS DROIT | DESIGNATION DE LA PRESTATION | BENEFICIAIRES | CONDITIONS D'ATTRIBUTION | MODE D'INTERVENTION | MONTANT | JUSTIFICATIF A FOURNIR POUR REGLEMENT |
|-------------------|---|----------------------------------|--|---|---|------------------------|--|
| LOISIRS, VACANCES | Agents titulaires, stagiaires, apprentis, détachés auprès du CR, contractuels de plus de 6 mois, non titulaires non permanents cumulant 6 mois de contrats. | Séjours scolaires, parascolaires | Parents d'enfants âgés de 5 ans à moins de 18 ans (pendant le séjour). | <ul style="list-style-type: none"> > Enfant scolarisé à charge du bénéficiaire pendant la période considérée. > Séjour agréé Education Nationale. > Participation limitée à 45 jours par an. > Montant de facture plafonné à 2500 € pour 3 à 4 sem, 1500 € pour 1 à 2 semaines. > Dans le cas d'un couple d'agents régionaux, seul un des conjoints ouvre droit à l'aide. | Aide modulable en fonction du QF, après déduction des aides de même nature (bons CAF...). | 40 à 80% facture. | Facture acquittée ou avec preuve du règlement. |
| | | Chèques vacances | Agent | Souscription par l'agent d'un seul plan épargne chèque-vacances par année civile. | Epargne : 200€ (20€/mois/10 mois ou 40€/mois/5 mois). | Bonification selon QFR | Aucun |
| | | | | | | Tranches 1 et 2 = 60€ | |
| | | | | | | Tranches 3 et 4 = 50€ | |
| | | | | | | Tranches 5 et 6 = 40€ | |
| | | | | | | Tranches 7/8/9 = 30€ | |
| | | | | | Epargne : 400€ (40€/mois/10 mois ou 80€/mois/5 mois). | Bonification selon QFR | Aucun |
| | | | | | | Tranches 1 et 2 = 110€ | |
| | | | | | | Tranches 3 et 4 = 100€ | |
| | | | | | | Tranches 5 et 6 = 70€ | |
| | | | | | | Tranches 7/8/9 = 50€ | |
| | | | | | Epargne : 600€ (60€/mois/10 mois ou 120€/mois/5 mois). | Bonification selon QFR | Aucun |
| | | | | | | Tranches 1 et 2 = 170€ | |
| | | | | | | Tranches 3 et 4 = 150€ | |
| | | | | | | Tranches 5 et 6 = 110€ | |
| | | | | | | Tranches 7/8/9 = 80€ | |

| | AYANTS DROIT | DESIGNATION DE LA PRESTATION | BENEFICIAIRES | CONDITIONS D'ATTRIBUTION | MODE D'INTERVENTION | MONTANT | JUSTIFICATIF A FOURNIR POUR REGLEMENT |
|----------|---|--|---------------|---|--|--|---|
| LOGEMENT | Agents titulaires, stagiaires, apprentis, détachés auprès du CR, contractuels de plus de 6 mois, non titulaires non permanents cumulant 6 mois de contrats. | Déménagement | Agent | <p>Aide versée une seule fois dans la carrière de l'agent à la Région sauf pour les agents logés des lycées qui peuvent en bénéficier si le déménagement est lié à un changement d'affectation.</p> <p>Demande effectuée au maximum 1 an après la date du déménagement.</p> | Aide forfaitaire | 200€ 765 € pour les agents BOE* | Factures acquittées au nom de l'agent ou conjoint (pacsé, marié, certificat de concubinage). Frais en lien direct avec le déménagement : location d'un véhicule, achat de cartons, recours à un prestataire, garde-meuble, etc. Preuve de domicile du logement quitté et du nouveau logement : facture d'électricité, de gaz, bail etc... |
| | | Aide à l'installation dans un logement | Agent | <p>Avoir quitté un logement pour une des raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inadaptation de la taille du foyer (changement de typologie). - Insalubrité. - Séparation. - Expulsion de son ancien logement. - Mutation ou premier recrutement avec contrat un an minimum. - Mobilité interne avec changement de résidence administrative. <p>> Ne pas dépasser la tranche 5 de QFR.</p> <p>> Aide versée 1 seule fois dans la carrière à la Région .</p> <p>> Dans le cas d'un couple d'agents régionaux, seul un des conjoints ouvre droit à l'aide.</p> | <p>Dépenses prises en charge :</p> <p>Electroménager : Réfrigérateur/Congélateur, matériel de cuisson, lave-linge, aspirateur.</p> <p>Literie : matelas, sommier/cadre de lit.</p> <p>Mobilier : canapé convertible (pour les studios F1) table, chaises, commode, armoire, bureau enfant.</p> | Dans la limite des frais engagés. 610 € maximum. | Factures acquittées au nom de l'agent ou conjoint (pacsé, marié, certificat de concubinage). Preuve de domicile du logement quitté et du nouveau logement : facture d'électricité, de gaz, bail etc... Justificatifs ayant conduit au déménagement selon la situation : Inadaptation du logement : bail ou titre de propriété ancien et nouveau logement. Séparation : jugement de divorce ou dissolution de pacs. Insalubrité : attestation d'insalubrité. Expulsions : courrier d'expulsion, Décohabitation : attestation sur l'honneur. Recrutement : acte de recrutement. |

| | AYANTS DROIT | DESIGNATION DE LA PRESTATION | BENEFICIAIRES | CONDITIONS D'ATTRIBUTION | MODE D'INTERVENTION | MONTANT | JUSTIFICATIF A FOURNIR POUR REGLEMENT |
|--|---|--|---------------|--|---|---|--|
| PRETS | Agents titulaires, stagiaires, apprentis, détachés auprès du CR, contractuels de plus de 6 mois, non titulaires non permanents cumulant 6 mois de contrats. > un agent ne peut pas contracter deux prêts simultanément, sauf si l'un d'entre eux est un prêt "Social", et qu'il n'est pas endetté à plus de 45%. > les couples agents de la Région, ne pourront bénéficier que d'un seul prêt pour un même objet. | <i>Prêt "Social", destiné à apporter un soutien rapide et adapté à l'agent qui fait face à une situation difficile urgente</i> | Agent | Obsèques, divorce / séparation, soins de santé, matériel handicap, impayés fiscaux, bancaires, locatifs et/ou régularisation de charges, baisse de revenus avec attente d'indemnisation, difficultés exceptionnelles sur évaluation sociale. Catastrophes naturelles. | Prêt de 6 à 48 mois. Prise en charge totale des intérêts d'emprunt par la Région. | Prêt de 500 à 3 000 € Pas de frais de dossier. | Constituer un dossier auprès du prestataire. |
| | | <i>Prêt "Dépannage", destiné à aider l'agent qui se retrouve dans une situation non prévue et/ou qui nécessite un apport de fonds ponctuel</i> | Agent | Frais éducatifs (scolaires, études supérieures), soins de santé, matériel, handicap, achat d'un véhicule, équipement électroménager et/ou informatique, caution logement, frais d'installation et/ou de déménagement, travaux de réparation et/ou d'amélioration de l'habitat, permis de conduire de l'agent ou de ses enfants à charge de - de 20 ans, catastrophe naturelle. | Prêt de 6 à 72 mois. Prise en charge partielle du taux d'intérêt par la Région : Tranche 1 à 3 : 90% Tranche 4 à 6 : 60% Tranche 7 à 9 : 30% Pour les prêts faisant suite à une catastrophe naturelle, prise en charge totale du taux d'intérêt par la Région, quelle que soit la tranche du QFR de l'agent. | Prêt de 500 € à 8 000 € Pas de frais de dossier. | Constituer un dossier auprès du prestataire. |
| | | <i>Prêt "Projet personnel", destiné à accompagner l'agent dans la réalisation d'un projet personnel</i> | Agent | Départ en retraite, mariage / PACS, naissance / adoption, vacances. | Prêt de 6 à 60 mois. Prise en charge partielle du taux d'intérêt par la Région : - Tranche 1 à 3 : 80% - Tranche 4 à 6 : 50% - Tranche 7 à 9 : 20% | Prêt de 500 à 5 000 € Pas de frais de dossier. | Constituer un dossier auprès du prestataire. |
| | | <i>Prêt "Restructuration du budget", destiné à racheter des prêts et crédits</i> | Agent | Rachat de crédits et dettes, transformation de crédits revolving en prêts à taux et échéances fixes. | Prêt de 6 à 180 mois. Frais de dossier = 1% du capital emprunté. | Prêt à partir de 1 000 € Prise en charge totale des frais de dossier par la Région. | Constituer un dossier auprès du prestataire. |
| * Agents BOE: agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi. | | | | | | | |

Annexe 2 - Prestations soumises à conditions de ressources - Participations Régionales

ANNEXE 2

PRESTATIONS SOUMISES A CONDITIONS DE RESSOURCES - PARTICIPATIONS REGIONALES

PRESTATIONS SOUMISES A CONDITIONS DE RESSOURCES - PARTICIPATIONS REGIONALES

PRESTATIONS POUR LES COUPLES ET LES FAMILLES

QFR =
$$\frac{\text{Revenu annuel imposable} + (\text{Allocations familiales pour 2 enfants et plus} \times 12 \text{ mois})}{\text{Nombre de parts fiscales}}$$

| | Quotient Familial Régional Annuel | Taux participation Région Garde enfant agréée, séjours vacances enfant, centre de loisirs, CESU*, Chèques vacances, | Taux participation Région Accueil périscolaire, garde avant et après l'accueil périscolaire, | Taux participation Région Prêts "dépannage" et "projet personnel". | Taux participation Région Aide à l'installation dans un logement. |
|---|-----------------------------------|--|---|---|--|
| 1 | Inférieur à 6.696 € | 80% | 80% | | |
| 2 | 6.697 € à 9.179 € | 75% | 75% | 90% | |
| 3 | 9.180 € à 11.519 € | 70% | 70% | | |
| 4 | 11.520 € à 13.751 € | 65% | 65% | | |
| 5 | 13.752 € à 15.863 € | 60% | 60% | 60% | |
| 6 | 15.864 € à 17.855 € | 55% | | | |
| 7 | 17.856 € à 21.791 € | 50% | | | |
| 8 | 21.792 € à 26.927 € | 45% | | 30% | |
| 9 | A partir de 26.928 € | 40% | | | |

*Participation complémentaire par chèque de: tr 1: 2,73€; tr 2: 2,74€; tr 3: 2,34€; tr 4: 2,15€; tr 5: 1,95€; tr 6: 1,76€; tr 7: 1,56€; tr 8: 1,37€; tr 9: 1,17€.

PRESTATIONS POUR LES AGENTS SEULS

| Tranche QFR | Quotient Familial Régional Annuel | Taux participation Région CESU, Chèques vacances. | Taux participation Région Prêts "dépannage" et "projet personnel". | Taux participation Région Aide à l'installation dans un logement. |
|-------------|-----------------------------------|--|---|--|
| 1 | Inférieur à 9 488 € | 80% | | |
| 2 | 9 488 à 12 641 € | 75% | 90% | |
| 3 | 12 642 à 16 262 € | 70% | | |
| 4 | 16 263 à 20 160 € | 65% | | |
| 5 | 20 261 à 23 951 € | 60% | 60% | |
| 6 | 23 952 à 26 962 € | 55% | | |
| 7 | 26 963 à 29 867 € | 50% | | |
| 8 | 29 868 à 32 987 € | 45% | 30% | |
| 9 | A partir de 32 988 € | 40% | | |